

No. 48267*

—
**France
and
Liechtenstein**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of Liechtenstein for the exchange of information on tax matters. Vaduz, 22 September 2009

Entry into force: *19 August 2010 by notification, in accordance with article 11*

Authentic texts: *French and German*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 24 February 2011*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

—
**France
et
Liechtenstein**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Liechtenstein relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale. Vaduz, 22 septembre 2009

Entrée en vigueur : *19 août 2010 par notification, conformément à l'article 11*

Textes authentiques : *français et allemand*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 24 février 2011*

** Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

**ACCORD ENTRE
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE
ET
LE GOUVERNEMENT DU LIECHTENSTEIN
RELATIF A L'ECHANGE DE RENSEIGNEMENTS
EN MATIERE FISCALE**

Considérant que le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté du Liechtenstein (« les Parties contractantes ») reconnaissent que les relations économiques entre les Parties contractantes impliquent davantage de coopération ;

Considérant que les Parties contractantes souhaitent renforcer la capacité de chacune des Parties à appliquer leurs législations fiscales respectives ;

Considérant que les Parties contractantes souhaitent instaurer les dispositions régissant l'échange de renseignements en matière fiscale ;

Les Parties contractantes sont convenues de conclure le présent Accord, qui ne crée d'obligations que pour les seules Parties contractantes.

ARTICLE 1er

Objet et champ d'application

Les autorités compétentes des Parties contractantes s'accordent une assistance par l'échange de renseignements vraisemblablement pertinents pour l'application et l'exécution de la législation interne des Parties contractantes relative aux impôts visés par le présent Accord, y compris les renseignements vraisemblablement pertinents pour la détermination, l'établissement, l'exécution et la perception de ces impôts à l'égard des personnes soumises à ces impôts, ou pour les enquêtes ou les poursuites en matière fiscale pénale à l'encontre de ces personnes.

Les droits et protections dont bénéficient les personnes en vertu des dispositions législatives ou réglementaires ou des pratiques administratives de la Partie requise restent applicables dans la mesure où ils n'entravent ou ne retardent pas indûment un échange effectif de renseignements.

ARTICLE 2

Compétence

Une Partie requise n'est pas soumise à l'obligation de fournir des renseignements qui ne sont pas détenus par ses autorités, ni en la possession ou sous le contrôle de personnes relevant de sa compétence territoriale.

ARTICLE 3

Impôts visés

Les impôts visés par le présent Accord sont les impôts existants prévus par les dispositions législatives et réglementaires des Parties contractantes.

En outre, le présent Accord s'applique à tous les autres impôts qui seraient établis après la date de signature du présent Accord et dont peuvent convenir les Parties par échange de lettres.

Les autorités compétentes des Parties contractantes se communiquent les modifications substantielles apportées aux mesures fiscales et aux mesures connexes de collecte de renseignements qui sont visées dans le présent Accord.

ARTICLE 4

Définitions

1. Aux fins du présent Accord, sauf définition contraire :

a) « France » désigne les départements européens et d'outre-mer de la République française, y compris la mer territoriale et au-delà de celle-ci les zones sur lesquelles, en conformité avec le droit international, la République française a des droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles des fonds marins, de leur sous-sol et des eaux surjacentes ;

« Liechtenstein » désigne la Principauté du Liechtenstein,

b) « autorité compétente » désigne :

i) dans le cas de la France, le Ministre des Finances ou son représentant autorisé ;

ii) dans le cas du Liechtenstein, le Gouvernement ou son représentant autorisé ;

c) « personne » désigne une personne physique, une succession vacante, une société, toute autre personne morale et tout autre groupement de personnes ;

d) « société » désigne toute personne morale, ainsi que les entités et les structures spécialisées dans la gestion du patrimoine (*special asset endowments*) considérées fiscalement comme une personne morale ;

e) le terme « société cotée » désigne toute société dont la catégorie principale d'actions est cotée sur une bourse reconnue répondant aux conditions substantielles de l'Article 4 paragraphe 14 de la Directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil en date du 21 avril 2004, concernant les marchés d'instruments financiers, les actions cotées de la société devant pouvoir être achetées ou vendues facilement par le public. Les actions peuvent être achetées ou vendues « par le public » si l'achat ou la vente des actions n'est pas implicitement ou explicitement restreint à un groupe limité d'investisseurs ;

f) le terme « catégorie principale d'actions » désigne la ou les catégories d'actions représentant la majorité des droits de vote ou du capital statutaire de la société ;

g) le terme « fonds ou dispositif de placement collectif » désigne tout instrument de placement groupé, quelle que soit sa forme juridique. L'expression « fonds ou dispositif de placement collectif public » désigne tout fonds ou dispositif de placement collectif dont les parts, actions ou autres participations peuvent être facilement achetées, vendues ou rachetées par le public. Les parts, actions ou autres participations au fonds ou dispositif peuvent être facilement achetées, vendues ou rachetées « par le public » si l'achat, la vente ou le rachat n'est pas implicitement ou explicitement restreint à un groupe limité d'investisseurs ;

h) « impôt » désigne tout impôt auquel s'applique le présent Accord ;

- i) « Partie requérante » désigne la Partie contractante qui demande des renseignements ;
- j) « Partie requise » désigne la Partie contractante à laquelle il est demandé de fournir des renseignements ;
- k) « mesures de collecte de renseignements » désigne les dispositions législatives et réglementaires ainsi que les procédures administratives ou judiciaires qui permettent à une Partie contractante d'obtenir et de fournir les renseignements demandés ;
- l) « renseignement » désigne tout fait, déclaration, document ou fichier, quelle que soit sa forme ;
- m) « en matière fiscale pénale » désigne toute affaire fiscale faisant intervenir un acte intentionnel passible de poursuites en vertu du droit pénal de la Partie requérante ;
- n) « droit pénal » désigne l'ensemble des dispositions pénales qualifiées de telles en droit interne, qu'elles figurent dans la législation fiscale, dans le code pénal ou dans d'autres lois ;

2. Pour l'application du présent Accord à un moment donné par une Partie contractante, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente ou que les autorités compétentes conviennent d'un sens commun conformément aux dispositions de l'article 10 du présent Accord, le sens que lui attribue, au moment où est présentée la demande, le droit de cette Partie contractante, le sens attribué à ce terme ou expression par le droit fiscal de cette Partie contractante prévalant sur le sens que lui attribuent les autres branches du droit de cette Partie contractante.

ARTICLE 5**Échange de renseignements sur demande**

1. L'autorité compétente de la Partie requise fournit les renseignements sur demande aux fins visées à l'article 1^{er}. Ces renseignements doivent être échangés, que la Partie requise ait, ou non, besoin de ces renseignements à ses propres fins fiscales ou indépendamment du fait que l'acte faisant l'objet de l'enquête aurait constitué, ou non, une infraction pénale au regard du droit de la Partie requise s'il s'était produit dans la Partie requise.

2. Si les renseignements dont dispose l'autorité compétente de la Partie requise ne sont pas suffisants pour lui permettre de donner suite à la demande de renseignements, cette Partie contractante prend toutes les mesures adéquates de collecte des renseignements nécessaires pour fournir à la Partie requérante les renseignements demandés, même si la Partie requise n'a, à ce moment, pas besoin de ces renseignements à ses propres fins fiscales.

3. Sur demande spécifique de l'autorité compétente d'une Partie requérante, l'autorité compétente de la Partie requise fournit les renseignements visés au présent Article, dans la mesure où son droit interne l'y autorise, sous la forme de dépositions de témoins et de copies certifiées conformes aux documents originaux.

4. Chaque Partie contractante fait en sorte que ses autorités compétentes, aux fins visées à l'article 1^{er}, disposent du droit d'obtenir et de fournir, sur demande :

a) les renseignements détenus par les banques, les autres institutions financières et toute personne agissant en qualité de mandataire ou de fiduciaire ;

b)

(i) les renseignements concernant les propriétaires juridiques et les bénéficiaires effectifs des sociétés, des sociétés de personnes, des Anstalten, des dispositifs de placement collectifs publics, et autres personnes

(ii) dans le cas d'une fondation, les renseignements sur les fondateurs, les membres du conseil de la fondation et les bénéficiaires ; et

(iii) dans le cas d'une fiducie, les renseignements sur les constituants, les fiduciaires, les tiers protecteurs et les bénéficiaires .

Le présent Accord n'oblige pas les Parties contractantes à fournir les renseignements en matière de propriété concernant des sociétés cotées ou des fonds ou dispositifs de placement collectif publics si de tels renseignements ne peuvent être obtenus sans susciter des difficultés disproportionnées.

5. L'autorité compétente de la Partie requérante formule la demande de la manière la plus détaillée possible en fournissant les renseignements suivants à l'autorité compétente de la Partie requise :

- a) l'identité de la personne faisant l'objet du contrôle ou de l'enquête ;
- b) la période sur laquelle porte la demande de renseignements ;
- c) la nature des renseignements demandés et la forme sous laquelle la Partie requérante souhaite les recevoir ;
- d) l'affaire pour laquelle, en vertu des dispositions législatives et réglementaires fiscales de la Partie requérante, les renseignements sont demandés ;
- e) les raisons qui donnent à penser que les renseignements demandés sont vraisemblablement pertinents pour l'administration et l'application des dispositions fiscales de la Partie requérante en ce qui concerne la personne mentionnée à l'alinéa a) du présent paragraphe ;
- f) les raisons qui donnent à penser que les renseignements demandés sont détenus dans la Partie requise ou sont en la possession ou sous le contrôle d'une personne relevant de la compétence de la Partie requise ;
- g) dans la mesure où ils sont connus, les nom et adresse de toute personne dont il y a lieu de penser qu'elle détient ou contrôle les renseignements demandés ;
- h) une déclaration attestant que la demande est conforme aux dispositions législatives et réglementaires ainsi qu'aux pratiques administratives de la Partie requérante,
- i) une déclaration attestant que la Partie requérante a utilisé pour obtenir les renseignements tous les moyens disponibles sur son propre territoire, hormis ceux susceptibles de soulever des difficultés disproportionnés.

6. Pour assurer une réponse rapide, l'autorité compétente de la Partie requise accuse réception de la demande auprès de l'autorité compétente de la Partie requérante et met tout en œuvre pour transmettre les renseignements demandés à la Partie requérante dans les plus brefs délais.

ARTICLE 6

Contrôles fiscaux à l'étranger

1. La Partie requise peut, dans les limites autorisées par son droit interne, moyennant un préavis raisonnable par la Partie requérante, autoriser des représentants de la Partie requérante à entrer sur le territoire de la Partie requise, pour interroger des personnes physiques et examiner des documents, avec le consentement écrit préalable des personnes concernées. L'autorité compétente de la Partie requérante informe l'autorité compétente de la Partie requise de la date et du lieu de l'entretien prévu avec les personnes concernées.

2. A la demande de l'autorité compétente de la Partie requérante, l'autorité compétente de la Partie requise peut autoriser des représentants de l'autorité compétente de la Partie requérante à assister à la phase appropriée d'un contrôle fiscal sur le territoire de la Partie requise.

3. Si la demande mentionnée au paragraphe 2 est acceptée, l'autorité compétente de la Partie requise qui conduit le contrôle communique, aussi rapidement que possible, à l'autorité compétente de la Partie requérante la date et le lieu du contrôle, l'autorité ou la personne désignée pour réaliser le contrôle ainsi que les procédures et conditions exigées par la Partie requise pour conduire le contrôle. Toute décision relative à la conduite du contrôle fiscal est prise par la Partie requise qui le conduit.

ARTICLE 7

Possibilité de rejeter une demande

1. L'autorité compétente de la Partie requise peut refuser l'assistance :

- a) lorsque la demande n'est pas soumise conformément au présent Accord ; ou
- b) lorsque la divulgation des renseignements demandés serait contraire à l'ordre public

2. Le présent Accord n'oblige pas une Partie contractante :

a) à fournir des renseignements couverts par le *legal privilege* ou des renseignements qui divulgueraient un secret commercial, industriel ou professionnel ou un procédé commercial, étant entendu que les renseignements visés à l'article 5 paragraphe 4 ne peuvent pas, pour ce seul motif, être considérés comme un secret ou un procédé commercial.

b) d'exécuter des mesures administratives en désaccord avec ses dispositions législatives et réglementaires et ses pratiques administratives, étant entendu que les obligations d'une Partie contractante prévues à l'article 5, paragraphe 4 du présent Accord ne sont pas concernées par les dispositions du présent paragraphe.

3. Une demande de renseignements ne peut être rejetée au motif que la créance fiscale faisant l'objet de la demande est contestée.

4. La Partie requise n'est pas tenue d'obtenir ou de fournir des renseignements que la Partie requérante ne pourrait pas obtenir en vertu de son propre droit aux fins de l'application ou de l'exécution de sa propre législation fiscale ou en réponse à une demande valide formulée dans des circonstances similaires par la Partie requise dans le cadre du présent Accord.

5. La Partie requise peut rejeter une demande de renseignements si les renseignements sont demandés par la Partie requérante pour appliquer ou faire exécuter une disposition de la législation fiscale de la Partie requérante, ou toute obligation s'y rattachant, qui est discriminatoire à l'encontre d'un ressortissant ou d'un citoyen de la Partie requise par rapport à un ressortissant ou un citoyen de la Partie requérante se trouvant dans des circonstances identiques.

ARTICLE 8

Confidentialité

1. Tous les renseignements fournis et reçus par l'autorité compétente d'une Partie contractante sont tenus confidentiels.
2. Les renseignements fournis à l'autorité compétente de la Partie requérante ne peuvent être utilisés à des fins autres que celles visées à l'article 1^{er} sans l'autorisation préalable, écrite et expresse de l'autorité compétente de la Partie requise.
3. Les renseignements fournis ne peuvent être divulgués qu'aux personnes ou autorités (y compris les autorités juridictionnelles et administratives) des Parties contractantes concernées aux fins prévus par le présent Accord et ils ne peuvent être utilisés par ces personnes ou autorités qu'à ces fins. A ces mêmes fins, les renseignements peuvent être divulgués lors d'audiences publiques de tribunaux ou dans des décisions de justice.
4. Les renseignements fournis à la Partie requérante en vertu du présent Accord ne doivent être divulgués à aucun autre Etat ou territoire non partie au présent Accord.

ARTICLE 9

Dispositions d'application

Les Parties contractantes adoptent toute législation nécessaire pour se conformer au présent Accord et lui donner effet. Sont notamment concernés : la disponibilité des renseignements, l'accès à ces renseignements et l'échange de ces renseignements.

ARTICLE 10

Procédure amiable

1. En cas de difficultés ou de doutes entre les Parties contractantes au sujet de la mise en œuvre ou de l'interprétation du présent Accord, les autorités compétentes s'efforcent de régler la question par voie d'accord amiable.
2. Outre les accords visés ci-dessus, les autorités compétentes des Parties contractantes peuvent déterminer d'un commun accord les procédures à suivre en application des articles 5 et 6.
3. Les autorités compétentes des Parties contractantes peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord en application du présent Article.
4. Les Parties contractantes peuvent également, en tant que de besoin, convenir d'autres formes de règlement des différends.

ARTICLE 11

Entrée en vigueur

Le présent Accord entre en vigueur après que les Parties contractantes se sont notifié mutuellement l'accomplissement des procédures internes requises pour son entrée en vigueur. À compter de la date de son entrée en vigueur, le présent Accord prend effet à l'égard de toutes les demandes formulées, mais uniquement pour les exercices fiscaux commençant au 1^{er} janvier 2010 ou postérieurement ou, à défaut d'exercice fiscal, pour toutes les obligations fiscales prenant naissance à cette date ou postérieurement.

ARTICLE 12

Dénonciation

1. Chacune des Parties contractante peut dénoncer le présent Accord en notifiant cette dénonciation.

2. La dénonciation prend effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de trois mois après la date de réception de la notification de dénonciation par l'autre Partie contractante.

3. En cas de dénonciation du présent Accord, les Parties contractantes restent liées par les dispositions de l'article 8 pour tout renseignement obtenu en application du présent Accord. Toutes les demandes de renseignements reçues jusqu'à la date effective de la dénonciation sont traitées conformément aux conditions du présent Accord.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par les Parties contractantes, ont signé le présent Accord.

Fait à Vaduz, le 22 septembre 2009, en double exemplaire, en langues française et allemande, les deux textes faisant également foi.

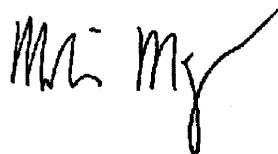
POUR LE GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



ERIC WOERTH

MINISTRE DU BUDGET, DES
COMPTES PUBLICS ET DE
LA FONCTION PUBLIQUE

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA
PRINCIPAUTE DU
LIECHTENSTEIN



MARTIN MEYER

Vice-Premier Ministre

[GERMAN TEXT – TEXTE ALLEMAND]

**ABKOMMEN ZWISCHEN
DER REGIERUNG DER REPUBLIK FRANKREICH
UND
DER REGIERUNG DES FÜRSTENTUMS LIECHTENSTEIN
ÜBER DEN INFORMATIONSAUSTAUSCH
IN STEUERSACHEN**

In Anbetracht der Erkenntnis der Regierung der Republik Frankreich und der Regierung des Fürstentums Liechtenstein (im Folgenden die „Vertragsparteien“), dass die wirtschaftlichen Beziehungen zwischen den beiden Vertragsparteien eine weitergehende Zusammenarbeit verlangen;

in Anbetracht dessen, dass die Vertragsparteien wünschen, die Fähigkeit beider Vertragsparteien zu stärken, ihre jeweiligen Steuergesetze durchsetzen zu können;

in Anbetracht des Wunsches der Vertragsparteien, die Bedingungen festzulegen, welche den Informationsaustausch in Steuersachen regeln –

sind die Vertragsparteien übereingekommen, das folgende Abkommen zu schliessen, das ausschliesslich die Vertragsparteien verpflichtet.

ARTIKEL 1

Geltungsbereich des Abkommens

Die zuständigen Behörden der Vertragsparteien leisten einander Unterstützung durch den Austausch von Informationen, die für die Verwaltung und Durchsetzung des innerstaatlichen Rechts der Vertragsparteien betreffend die unter dieses Abkommen fallenden Steuern voraussichtlich erheblich sind, einschliesslich Einkünften, die für die Festsetzung, Erhebung und Durchsetzung dieser Steuern bei den diesen Steuern unterliegenden Personen oder für Ermittlungen in oder die Verfolgung von Steuerstrafsachen bei diesen Personen voraussichtlich erheblich sind.

Die persönlichen Rechte und Sicherheiten, welche die Gesetze oder die Verwaltungspraxis der ersuchten Vertragspartei gewähren, bleiben anwendbar, soweit sie den wirksamen Informationsaustausch nicht in unangemessener Weise verhindern oder verzögern.

ARTIKEL 2
Zuständigkeit

Die ersuchte Vertragspartei ist nicht zur Erteilung von Auskünften verpflichtet, die weder ihren Behörden vorliegen noch im Besitz oder in der Verfügungsmacht von Personen in ihrem Hoheitsgebiet sind.

ARTIKEL 3
Unter das Abkommen fallende Steuern

Die unter dieses Abkommen fallenden Steuern sind die bestehenden Steuern, die gemäss den gesetzlichen Bestimmungen der Vertragsparteien erhoben werden.

Dieses Abkommen gilt auch für andere Steuern, die nach dem Datum der Unterzeichnung eingeführt werden, soweit die Vertragsparteien dies in einem Briefwechsel vereinbaren.

Die zuständigen Behörden der Vertragsparteien teilen einander die bei den unter dieses Abkommen fallenden Steuern sowie den entsprechenden Massnahmen zur Beschaffung von Auskünften eingetretenen massgeblichen Änderungen mit.

ARTIKEL 4

Begriffsbestimmungen

1. Für die Zwecke dieses Abkommens, soweit nichts anderes bestimmt ist,

a) bedeutet der Ausdruck „Frankreich“, die europäischen und überseeischen Departemente der Französischen Republik einschliesslich des Küstenmeers und das Gebiet ausserhalb des Küstenmeers innerhalb dessen die Französische Republik auf der Grundlage des internationalen Rechts über Hoheitsrechte zum Zweck der Erforschung und Ausbeutung der natürlichen Ressourcen des Meeresbodens und seines Untergrund und der überlagernden Gewässer verfügt;

bedeutet der Ausdruck „Fürstentum Liechtenstein“, das Fürstentum Liechtenstein;

b) bedeutet der Ausdruck „zuständige Behörde“

i) in Frankreich der Finanzminister oder dessen Bevollmächtigter;

ii) in Liechtenstein die Regierung oder deren Bevollmächtigter;

c) umfasst der Ausdruck „Person“ natürliche Personen, ruhende Nachlässe, Gesellschaften, alle anderen juristischen Personen und alle anderen Personenvereinigungen;

d) bedeutet der Ausdruck „Gesellschaft“ juristische Personen, sowie Rechtsträger und besondere Vermögenswidmungen, die für die Besteuerung wie juristische Personen behandelt werden;

e) bedeutet der Ausdruck „börsennotierte Gesellschaft“ eine Gesellschaft, deren Hauptaktiengattung an einem geregelten Markt, der die materiellen Anforderungen im Sinne des Artikels 4 Absatz 14 der Richtlinie 2004/39/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. April 2004 erfüllt, notiert ist und deren notierte Aktien von jedermann ohne Weiteres erworben oder veräußert werden können. Aktien können „von jedermann“ erworben oder veräussert werden, wenn der Erwerb oder die Veräusserung von Aktien weder implizit noch explizit auf eine begrenzte Investorengruppe beschränkt ist;

f) bedeutet der Ausdruck „Hauptaktiengattung“ die Aktiengattung oder die Aktiengattungen, die eine Mehrheit der Stimmrechtsanteile oder des statuarischen Kapitals der Gesellschaft darstellen;

g) bedeutet der Ausdruck „Investmentfonds oder Investmentsystem für gemeinsame Anlagen“ eine Investitionsform für gemeinsame Anlagen, ungeachtet der Rechtsform. Der Ausdruck „öffentlicher Investmentfonds oder öffentliches Investmentsystem für

gemeinsame Anlagen“ bedeutet einen Investmentfonds oder ein Investmentssystem für gemeinsame Anlagen, bei dem die Fondsanteile, Gesellschaftsanteile oder sonstigen Anteile am Fonds oder System ohne Weiteres von jedermann erworben, veräußert oder zurückgekauft werden können. Fondsanteile, Gesellschaftsanteile oder sonstige Anteile am Fonds oder System können ohne Weiteres „von jedermann“ erworben, veräußert oder zurückgekauft werden, wenn der Erwerb, die Veräußerung oder der Rückkauf weder implizit noch explizit auf eine begrenzte Anlegergruppe beschränkt ist;

h) bedeutet der Ausdruck „Steuer“ eine Steuer, für die das Abkommen gilt;

i) bedeutet der Ausdruck „ersuchende Vertragspartei“ die um Auskünfte ersuchende Vertragspartei;

j) bedeutet der Ausdruck „ersuchte Vertragspartei“ die Vertragspartei, die um Erteilung von Auskünften ersucht wird;

k) bedeutet der Ausdruck „Massnahmen zur Beschaffung von Auskünften“ die Gesetze und Verwaltungs- oder Gerichtsverfahren, die eine Vertragspartei zur Beschaffung und Erteilung der erbetenen Auskünfte befähigen;

l) bedeutet der Ausdruck „Information“ Tatsachen, Erklärungen, Unterlagen oder Aufzeichnungen jeder Art;

m) bedeutet der Ausdruck „Steuerstrafsachen“ Steuersachen im Zusammenhang mit vorsätzlichem Verhalten, das nach dem Strafrecht des ersuchenden Vertragsstaates strafbewehrt ist;

n) bedeutet der Ausdruck „Strafrecht“ sämtliche nach dem Recht der Vertragsparteien als solche bezeichneten steuerstrafrechtlichen Bestimmungen, unabhängig davon, ob sie im Steuerrecht, im Strafgesetzbuch oder in anderen Gesetzen enthalten sind.

2. In Bezug auf die jederzeitige Anwendung dieses Abkommens durch eine Vertragspartei, hat jeder Ausdruck, der in diesem Abkommen nicht definiert wird, die Bedeutung, die ihm nach den gesetzlichen Vorschriften der Vertragspartei, die dieses Abkommen anwendet, zu dem Zeitpunkt zukommt, zu dem das Ersuchen gestellt wurde, wobei die Bedeutung unter den anwendbaren steuerrechtlichen Vorschriften dieser Vertragspartei der Bedeutung unter anderen gesetzlichen Vorschriften dieser Vertragspartei vorgeht, ausser wenn der Zusammenhang eine andere Bedeutung verlangt oder die zuständigen Behörden sich gemäss den Bestimmungen in Artikel 10 dieses Abkommens auf eine andere gemeinsame Bedeutung einigen.

ARTIKEL 5

Informationsaustausch auf Ersuchen

1. Auf Ersuchen erteilt die zuständige Behörde der ersuchten Vertragspartei Auskünfte für die in Artikel 1 genannten Zwecke. Diese Auskünfte werden ohne Rücksicht darauf erteilt, ob die ersuchte Vertragspartei diese Auskünfte für eigene steuerliche Zwecke benötigt oder ob das Verhalten, das Gegenstand der Ermittlungen ist, nach dem Recht der ersuchten Vertragspartei eine Straftat darstellen würde, wäre es im Gebiet der ersuchten Vertragspartei erfolgt.

2. Reichen die der zuständigen Behörde der ersuchten Vertragspartei vorliegenden Auskünfte nicht aus, um dem Auskunftersuchen entsprechen zu können, so ergreift diese Vertragspartei nach eigenem Ermessen alle geeigneten Massnahmen zur Beschaffung von Informationen, die erforderlich sind, um der ersuchenden Vertragspartei die erbotenen Auskünfte zu erteilen, auch wenn die ersuchte Vertragspartei diese Informationen zu dem betreffenden Zeitpunkt nicht für eigene steuerliche Zwecke benötigt.

3. Auf ausdrückliches Ersuchen der zuständigen Behörde der ersuchenden Vertragspartei erteilt die zuständige Behörde der ersuchten Vertragspartei in dem nach dem Recht der ersuchten Vertragspartei zulässigen Umfang Auskünfte nach diesem Artikel in Form von Zeugenaussagen und beglaubigten Kopien von Originaldokumenten.

4. Beide Vertragsparteien gewährleisten, dass ihre zuständigen Behörden für die in Artikel I genannten Zwecke die Befugnis haben, folgende Auskünfte auf Ersuchen einzuholen oder zu erteilen:

a) Auskünfte von Banken, anderen Finanzinstituten oder Personen, einschliesslich Bevollmächtigten und Treuhändern, die als Vertreter oder Treuhänder handeln;

b)

(i) Auskünfte über die rechtlichen Eigentumsverhältnisse und wirtschaftliche Berechtigung an Gesellschaften, Personengesellschaften, Anstalten, Investmentssystemen und anderen Personen,

(ii) bei Stiftungen Auskünfte über Gründer, Mitglieder des Stiftungsrats und Begünstigte; und

(iii) bei Trusts Auskünfte über Treugeber, Treuhänder, Protektoren und Treuhandbegünstigte.

Durch dieses Abkommen wird keine Verpflichtung der Vertragsparteien geschaffen, Auskünfte über Eigentumsverhältnisse zu erteilen, die börsennotierte Gesellschaften oder öffentliche Investmentfonds oder öffentliche Investmentssysteme für gemeinsame Anlagen betreffen, es sei denn, diese Auskünfte können ohne unverhältnismässig grosse Schwierigkeiten eingeholt werden.

5. Jedes Auskunftsersuchen ist von der zuständigen Behörde der ersuchenden Vertragspartei möglichst detailliert abzufassen, indem der zuständigen Behörde der ersuchten Vertragspartei die folgenden Angaben zur Verfügung gestellt werden:

- a) die Identität der Person, der die Ermittlung oder Untersuchung gilt;
- b) den Zeitraum für den die Auskünfte erbeten werden;
- c) die Art der erbetenen Auskünfte und die Form, in der die Auskünfte der ersuchenden Vertragspartei vorzugsweise zur Verfügung zu stellen sind;
- d) die Angelegenheit gemäss den steuerrechtlichen Vorschriften der ersuchenden Vertragspartei, in Bezug auf welche um die Informationen ersucht wird;
- e) die Gründe für die Annahme, dass die erbetenen Auskünfte für die Verwaltung und Durchsetzung des Steuerrechts der ersuchenden Vertragspartei in Bezug auf die unter Buchstabe a bezeichnete Person voraussichtlich erheblich sind;
- f) die Gründe für die Annahme, dass die erbetenen Auskünfte der ersuchten Vertragspartei vorliegen oder sich im Besitz oder in der Verfügungsmacht einer Person im Hoheitsbereich der ersuchten Vertragspartei befinden;
- g) den Namen und die Anschrift von Personen, soweit bekannt, in deren Besitz oder Verfügungsmacht sich die erbetenen Auskünfte vermutlich befinden;
- h) eine Erklärung, dass das Ersuchen dem Recht und der Verwaltungspraxis der ersuchenden Vertragspartei entspricht; und
- i) eine Erklärung, dass die ersuchende Vertragspartei alle im eigenen Gebiet zur Verfügung stehenden Maßnahmen zur Einholung der Auskünfte ausgeschöpft hat, ausgenommen Fälle, in denen dies unverhältnismässig grosse Schwierigkeiten mit sich bringen würde.

6. Zur Sicherstellung einer raschen Beantwortung bestätigt die zuständige Behörde der ersuchten Vertragspartei der zuständigen Behörde der ersuchenden Vertragspartei den Eingang des Ersuchens; sie bemüht sich nach besten Kräften, die erbetenen Auskünfte dem ersuchenden Vertragsstaat innerhalb der kürzesten vertretbaren Frist zu übermitteln.

ARTIKEL 6

Steuerprüfungen im Ausland

1. Die ersuchte Vertragspartei kann bei angemessener Vorankündigung, soweit dies nach dem Recht dieser Vertragspartei zulässig ist, Vertretern der zuständigen Behörde der ersuchenden Vertragspartei die Einreise in das Gebiet der ersuchten Vertragspartei zur Befragung natürlicher Personen und Prüfung von Unterlagen gestatten, soweit die betreffenden natürlichen oder anderen Personen dem im Voraus schriftlich zugestimmt haben. Die zuständige Behörde der ersuchenden Vertragspartei unterrichtet die zuständige Behörde der ersuchten Vertragspartei über Zeitpunkt und Ort des geplanten Treffens mit den betreffenden natürlichen Personen.

2. Auf Ersuchen der zuständigen Behörde der ersuchenden Vertragspartei kann die zuständige Behörde der ersuchten Vertragspartei gestatten, dass Vertreter der zuständigen Behörde der ersuchenden Vertragspartei während des relevanten Teils einer Steuerprüfung im Gebiet der ersuchten Vertragspartei anwesend sind.

3. Ist dem in Absatz 2 bezeichneten Ersuchen stattgegeben worden, so unterrichtet die zuständige Behörde der die Prüfung durchführenden ersuchten Vertragspartei so bald wie möglich die zuständige Behörde der ersuchenden Vertragspartei über Zeitpunkt und Ort der Prüfung, über die mit der Durchführung der Prüfung beauftragte Behörde oder den damit beauftragten Bediensteten sowie über die von der ersuchten Vertragspartei für die Durchführung der Prüfung vorgeschriebenen Verfahren und Bedingungen. Alle Entscheidungen im Zusammenhang mit der Durchführung der Steuerprüfung trifft die die Prüfung durchführende ersuchte Vertragspartei.

ARTIKEL 7

Möglichkeit der Ablehnung eines Ersuchens

1. Die zuständige Behörde der ersuchten Vertragspartei kann ein Ersuchen ablehnen, wenn
 - a) das Ersuchen nicht in Übereinstimmung mit diesem Abkommen gestellt wurde; oder
 - b) die Erteilung der erbetenen Auskünfte der öffentlichen Ordnung (ordre public) der ersuchten Vertragspartei widerspräche.
2. Dieses Abkommen verpflichtet die ersuchte Vertragspartei nicht
 - a) zur Übermittlung von Informationen, die einem Aussageverweigerungsrecht unterliegen, oder zur Preisgabe eines Handels-, Industrie-, Gewerbe- oder Berufsgeheimnisses oder eines Geschäftsverfahrens, mit der Maßgabe, dass die in Artikel 5 Absatz 4 bezeichneten Auskünfte nicht allein schon deshalb als ein solches Geheimnis oder Geschäftsverfahren gelten; oder
 - b) zur Durchführung von Verwaltungsmassnahmen, die von den Gesetzen und der Verwaltungspraxis der ersuchten Vertragspartei abweichen, soweit die Verpflichtungen einer Vertragspartei nach Artikel 5 Absatz 4 durch diesen Buchstaben nicht berührt werden.
3. Auskunftersuchen dürfen nicht mit der Begründung abgelehnt werden, die dem Ersuchen zugrunde liegende Steuerforderung sei strittig.
4. Die ersuchte Vertragspartei ist nicht zur Einholung und Erteilung von Auskünften verpflichtet, welche die ersuchende Vertragspartei unter ähnlichen Umständen nach ihren die Verwaltung oder die Durchsetzung ihrer eigenen steuerrechtlichen Bestimmungen betreffenden Vorschriften oder aufgrund eines gültigen Ersuchens der ersuchten Vertragspartei nach diesem Übereinkommen nicht selbst in der Lage wäre zu beschaffen.
5. Die ersuchte Vertragspartei kann ein Auskunftersuchen ablehnen, wenn die Auskünfte von der ersuchenden Vertragspartei zur Durchführung von Bestimmungen des Steuerrechts der ersuchenden Vertragspartei oder damit zusammenhängender Anforderungen erbeten werden, die einen Staatsangehörigen der ersuchten Vertragspartei gegenüber einem Staatsangehörigen der ersuchenden Vertragspartei unter den gleichen Umständen benachteiligen.

ARTIKEL 8

Vertraulichkeit

1. Die von den zuständigen Behörden der Vertragsparteien erteilten und empfangenen Auskünfte sind vertraulich zu behandeln.
2. Diese Auskünfte dürfen ohne ausdrückliche schriftliche Zustimmung der zuständigen Behörde der ersuchten Vertragspartei nicht für andere als die in Artikel 1 bezeichneten Zwecke verwendet werden.
3. Diese Auskünfte dürfen nur den Personen oder Behörden (einschliesslich der Gerichte und Verwaltungsbehörden) der Vertragsparteien zugänglich gemacht werden, die mit den in diesem Abkommen bezeichneten Aufgaben befasst sind, und von diesen Personen oder Behörden nur für die in diesem Abkommen bezeichneten Zwecke verwendet werden. Für diese Zwecke dürfen die Auskünfte in einem öffentlichen Gerichtsverfahren oder für eine Gerichtsentscheidung verwendet werden.
4. Die nach diesem Abkommen der ersuchenden Vertragspartei erteilten Auskünfte dürfen keinem anderen Hoheitsbereich bekannt gegeben werden.

ARTIKEL 9

Umsetzungsgesetzgebung

Die Vertragsparteien erlassen die für die Erfüllung und Umsetzung der Bestimmungen dieses Abkommens erforderlichen gesetzlichen Vorschriften. Diese umfassen auch die Verfügbarkeit von, den Zugang zu und den Austausch von Informationen.

ARTIKEL 10

Verständigungsverfahren

1. Bei Schwierigkeiten oder Zweifeln zwischen den Vertragsparteien bezüglich der Durchführung oder Auslegung des Abkommens bemühen sich die zuständigen Behörden, die Angelegenheit in gegenseitigem Einvernehmen zu regeln.
2. Über die oben bezeichneten Vereinbarungen hinaus können sich die zuständigen Behörden der Vertragsparteien auf die nach den Artikeln 5 und 6 anzuwendenden Verfahren verständigen.
3. Die zuständigen Behörden der Vertragsparteien können zur Herbeiführung einer Einigung nach diesem Artikel unmittelbar miteinander verkehren.
4. Die Vertragsparteien verständigen sich bei Bedarf auf Verfahren zur Streitbeilegung.

ARTIKEL 11

Inkrafttreten

Dieses Abkommen tritt in Kraft, sobald die Vertragsparteien einander notifiziert haben, dass ihre jeweiligen Voraussetzungen für das Inkrafttreten dieses Abkommens erfüllt sind. Dieses Abkommen ist nach Inkrafttreten auf Ersuchen anzuwenden, die am Tag oder nach dem Tag des Inkrafttretens gestellt werden, jedoch nur in Bezug auf Steuerjahre oder Veranlagungszeiträume, die am oder nach dem 1. Januar 2010 beginnen.

ARTIKEL 12

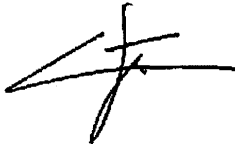
Kündigung

1. Jede Vertragspartei kann das Abkommen durch schriftliche Mitteilung an die andere Vertragspartei kündigen.
2. Die Kündigung wird am ersten Tag des Monats wirksam, der auf einen Zeitabschnitt von drei Monaten nach Eingang der Mitteilung bei der anderen Vertragspartei folgt.
3. Wird das Abkommen gekündigt, so bleiben die Vertragsparteien in Bezug auf die nach dem Abkommen erhaltenen Auskünfte an Artikel 8 gebunden. Ersuchen, die bis zum Datum des Ausserkrafttretens eingehen, werden in Übereinstimmung mit diesem Abkommen behandelt.

Zu Urkund dessen haben die von ihren jeweiligen Regierungen hierzu gehörig Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet.

Geschehen zu Vaduz am 22. September 2009 in zwei Urschriften, in französischer und deutscher Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

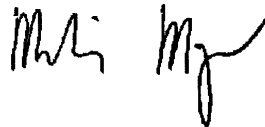
FÜR DIE REGIERUNG DER REPUBLIK
FRANKREICH



ERIC WOERTH

MINISTRE DU BUDGET, DES
COMPTES PUBLICS ET DE
LA FONCTION PUBLIQUE

FÜR DIE REGIERUNG DES
FÜRSTENTUMS LIECHTENSTEIN



MARTIN MEYER

Vize-Präsident

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF LIECHTENSTEIN FOR THE EXCHANGE OF INFORMATION ON TAX MATTERS

Whereas the Government of the French Republic and the Government of the Principality of Liechtenstein (“the Contracting Parties”) recognize that economic relations between the Contracting Parties require more cooperation,

Whereas the Contracting Parties wish to enhance the capacity of each of the Parties to administer their respective tax legislation,

Whereas the Contracting Parties wish to establish provisions governing the exchange of information relating to taxes,

Now, therefore, the Contracting Parties have agreed to conclude the following Agreement, which establishes obligations solely for the Contracting Parties.

Article 1. Object and Scope of the Agreement

The competent authorities of the Contracting Parties shall provide assistance through exchange of information that is foreseeably relevant to the administration and enforcement of the domestic laws of the Contracting Parties concerning the taxes covered by this Agreement, including information that is foreseeably relevant to the determination, assessment, enforcement and collection of such taxes in respect of the persons liable to them or the investigation or prosecution of tax matters involving them.

The rights and safeguards secured to persons by the laws or administrative practice of the Requested Party remain applicable to the extent that they do not unduly prevent or delay effective exchange of information.

Article 2. Jurisdiction

A Requested Party is not obliged to provide information which is neither held by its authorities nor in the possession of or in the control of persons who are within its territorial jurisdiction.

Article 3. Taxes Covered

The taxes covered by this Agreement are the existing taxes imposed by the legislative and regulatory provisions of the Contracting Parties.

This Agreement shall further apply to all other taxes imposed after the date of signature of this Agreement and which may be agreed upon by the Parties through an exchange of letters.

The competent authorities of the Contracting Parties shall notify each other of any substantial changes to the taxation and related information gathering measures covered by this Agreement.

Article 4. Definitions

1. For the purposes of this Agreement, unless otherwise defined:

(a) “France” means the European and overseas departments of the French Republic including the territorial sea and any area outside the territorial sea within which, in accordance with international law, the French Republic has sovereign rights for the purpose of exploring and exploiting the natural resources of the seabed and its subsoil and the superjacent waters;

“Liechtenstein” means the Principality of Liechtenstein,

(b) “Competent authority” means

(i) in the case of France, the Minister of Finance or his authorized representative;

(ii) in the case of Liechtenstein, the Government or its authorized representative;

(c) “Person” refers to a natural person, a vacant estate, a company, any other legal entity, and any other group of persons;

(d) “Company” means any legal entity as well as special asset endowments that for tax purposes are considered to be legal entities;

(e) The term “publicly traded company” means any company whose principal class of shares is listed on a recognized stock exchange meeting the substantive conditions of article 4.14 of Directive 2004/39/EC of the European Parliament and of the Council of 21 April 2004, on markets in financial instruments, provided its listed shares can be readily purchased or sold by the public. Shares can be purchased or sold “by the public” if the purchase or sale of share is not implicitly or explicitly restricted to a limited group of investors;

(f) The term “principal class of shares” means the class or classes of shares representing a majority of the voting rights or registered capital of the company;

(g) The term “fund or collective investment scheme” means any pooled investment vehicle, regardless of its legal form. The expression “public collective investment fund or scheme” means any collective investment fund or scheme whose shares or other interests may be readily purchased, sold or redeemed by the public. Shares or other interests in the fund or scheme can be readily purchased, sold or redeemed “by the public” if the purchase, sale or redemption is not implicitly or explicitly restricted to a limited group of investors;

(h) “Tax” means any tax to which this Agreement applies;

(i) “Requesting Party” means the Party requesting information;

(j) “Requested Party” means the Party requested to provide information;

(k) “Information gathering measures” means legislative and regulatory provisions and administrative or judicial procedures that enable a Contracting Party to obtain and provide the requested information;

(l) “Information” means any fact, statement, document or record in any form whatever;

(m) “Criminal tax matters” means any tax matters involving intentional conduct which is liable to prosecution under the criminal laws of the Requesting Party;

(n) “Criminal law” means all criminal laws designated as such under domestic law irrespective of whether contained in the tax laws, the criminal code or other statutes.

2. As regards the application of this Agreement at any time by a Contracting Party, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires or the competent authorities jointly agree on a meaning pursuant to the provisions of article 10 of this Agreement, have the meaning that it has at the time the request is submitted under the law of that Contracting Party, any meaning under the applicable tax laws of that Contracting Party prevailing over a meaning given to the term under other laws of that Contracting Party.

Article 5. Exchange of information upon request

1. The competent authority of the Requested Party shall provide upon request information for the purposes referred to in Article 1. Such information shall be exchanged without regard to whether the Requested Party needs such information for its own tax purposes or the conduct being investigated would constitute a crime under the laws of the Requested Party if such conduct occurred in the Requested Party.

2. If the information in the possession of the competent authority of the Requested Party is not sufficient to enable it to comply with the request for information, that Contracting Party shall use all relevant information gathering measures to provide the Requesting Party with the information requested, notwithstanding that the Requested Party may not, at that time, need such information for its own tax purposes.

3. If specifically requested by the competent authority of the Requesting Party, the competent authority of the Requested Party shall provide information under this Article, to the extent allowable under domestic laws, in the form of depositions of witnesses and authenticated copies of original records.

4. Each Contracting Party shall ensure that its competent authorities, for the purposes referred to in article 1, have the authority to obtain and provide upon request:

(a) information held by banks, other financial institutions, and any person acting in an agency or fiduciary capacity;

(b)

(i) information regarding the legal ownership and the beneficial ownership of companies, partnerships, institutions (Anstalten), public collective investment schemes, and other persons;

(ii) in the case of a foundation, information on the founders, members of the foundation council and beneficiaries; and

- (iii) in the case of trusts, information on settlors, trustees, protectors and beneficiaries.

This Agreement does not create an obligation for the Contracting Parties to provide information with respect to ownership of publicly traded companies, or funds or public collective investment schemes if such information cannot be obtained without giving rise to disproportionate difficulties.

5. The competent authority of the Requesting Party shall file the request in as detailed a manner as possible by providing the following information to the competent authority of the Requested Party:

- (a) the identity of the person under examination or investigation;
- (b) the period of time with respect to which information is requested;
- (c) the nature of the information requested and the form in which the Requesting Party wishes to receive it;
- (d) the matter regarding which the information is requested under the tax laws and regulations of the Requesting Party;
- (e) the grounds for believing that the information requested are foreseeably relevant for administering and applying the tax laws of the Requesting Party in respect of the person mentioned in subparagraph (a) of this paragraph;
- (f) the grounds for believing that the information requested is present in the Requested Party or is in the possession of, or in the control of, a person within the jurisdiction of the Requested Party;
- (g) to the extent known, the name and address of any person believed to be in possession of or in control of the requested information;
- (h) a statement that the request conforms with legislative and regulatory provisions and with the administrative practices of the Requesting Party;
- (i) a statement that the Requesting Party has pursued all means available in its own territory to obtain the information, except where that would give rise to disproportionate difficulties.

6. To ensure a prompt response, the competent authority of the Requested Party shall confirm receipt of the request to the competent authority of the Requesting Party and make every effort to transmit the requested information to the Requesting Party as soon as possible.

Article 6. Tax Examinations or Investigations Abroad

1. The Requested Party may, to the extent permitted under its domestic laws, following reasonable notice from the Requesting Party, allow representatives of the competent authority of the Requesting Party to enter the territory of the Requested Party to interview individuals and examine records with the prior written consent of the persons concerned. The competent authority of the Requesting Party shall notify the competent authority of the Requested Party of the time and place of the interview with the persons concerned.

2. At the request of the competent authority of the Requesting Party, the competent authority of the Requested Party may allow representatives of the competent authority of the Requesting Party to attend the appropriate phase of a tax examination in the territory of the Requested Party.

3. If the request referred to in paragraph 2 is granted, the competent authority of the Requested Party conducting the examination shall, as soon as possible, notify the competent authority of the Requesting Party of the time and place of the examination, the authority or official authorized to carry out the examination and the procedures and conditions required by the Requested Party for the conduct of the examination. All decisions regarding the conduct of the tax examination shall be made by the Requested Party conducting the examination.

Article 7. Possibility of Declining a Request

1. The competent authority of the Requested Party may decline to assist:
 - (a) where the request is not made in conformity with this Agreement; or
 - (b) where disclosure of the information requested would be contrary to public policy (ordre public).
2. This Agreement shall not impose upon a Contracting Party the obligation to:
 - (a) provide information covered by legal privilege or to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, provided that information referred to in article 5.4 shall not by reason of that fact alone be treated as such a secret or trade process;
 - (b) perform administrative measures at variance with its laws and regulations and its administrative practices, it being understood that the obligations of a Contracting Party referred to in article 5.4 of this Agreement shall not be affected by the provisions in this paragraph.
3. A request for information shall not be refused on the ground that the tax claim giving rise to the request is disputed.
4. The Requested Party shall not be required to obtain and provide information which the Requesting Party would be unable to obtain under its own laws for the purpose of the administration or enforcement of its own tax laws or in response to a valid request made in similar circumstances by the Requested Party in the framework of this Agreement.
5. The Requested Party may decline a request for information if the information is requested by the Requesting Party to administer or enforce a provision of the tax law of the Requesting Party, or any requirement connected therewith, which discriminates against a national or citizen of the Requested Party as compared with a national or citizen of the Requesting Party in the same circumstances.

Article 8. Confidentiality

1. All information provided and received by the competent authority of a Contracting Party shall be kept confidential.

2. Information provided to the competent authority of the Requesting Party may not be used for purposes other than the purposes stated in article 1 without the prior, express, written consent of the Requested Party.

3. Information provided shall be disclosed only to persons or authorities (including judicial and administrative authorities) of the Contracting parties concerned with the purposes specified in this Agreement and used by such persons or authorities only for such purposes. For these purposes, information may be disclosed in public court proceedings or in judicial decisions.

4. Information provided to a Requesting Party under this Agreement may not be disclosed to any other State or territory that is not party to this Agreement.

Article 9. Implementing Legislation

The Contracting parties shall enact any legislation necessary to comply with, and give effect to, the terms of this Agreement. This includes: availability of information, access to information and exchange of information.

Article 10. Mutual Agreement Procedure

1. Where difficulties or doubts arise between the Contracting Parties regarding the implementation or interpretation of this Agreement, the competent authorities shall endeavour to resolve the matter by mutual agreement.

2. In addition to these latter agreements, the competent authorities of the Contracting Parties may mutually agree on the procedures to be used under Articles 5 and 6.

3. The competent authorities of the Contracting Parties may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement under this article.

4. The Contracting Parties may also agree on other forms of dispute resolution should this become necessary.

Article 11. Entry into Force

This Agreement shall enter into force when each Contracting Party has notified the other of the completion of its necessary internal procedures for entry into force. Upon the date of entry into force, it shall have effect with regard to all requests made, but only in respect of taxable periods beginning on or after 1 January 2010, or where there is no taxable period, for all charges to tax arising on or after that date.

Article 12. Termination

1. Either Contracting Party may terminate this Agreement by serving a notice of termination.

2. Such termination shall become effective on the first day of the month following the expiration of a period of three months after the date of receipt of notice of termination by the other Contracting Party.

3. If the Agreement is terminated, the Contracting Parties shall remain bound by the provisions of article 8 with respect to any information obtained under this Agreement. All requests received up to the effective date of termination will be dealt with in accordance with the terms of this Agreement.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized thereto by the Contracting Parties, have signed this Agreement.

DONE at Vaduz on 22 September 2009, in duplicate, in the French and German languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

ERIC WOERTH

Minister of the Budget, Public Accounts and the Civil Service

For the Government of the Principality of Liechtenstein:

MARTIN MEYER

Deputy Prime Minister